

# Droits et Libertés

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME, POUR LA PAIX

## 8<sup>e</sup> JOURNÉE NATIONALE

**DIMANCHE 10 JUIN  
A LA MUTUALITÉ  
24, RUE SAINT-VICTOR**

### contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

TOUS  
à la  
**SÉANCE  
PUBLIQUE**  
à  
**15 heures**

SUIVANT sa tradition, le M.R.A.P. a pris l'initiative d'une Journée Nationale (la huitième depuis sa fondation) contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, qui doit se dérouler le 10 juin prochain à Paris, au Palais de la Mutualité.

L'appel, lancé en faveur de ces assises et reproduit plus loin, a été signé par un grand nombre d'éminentes personnalités, représentant les milieux sociaux, politiques, culturels, religieux les plus variés, attachés aux nobles idéaux qui constituent la charte de notre Mouvement.

Nous les remercions vivement de l'empressement qu'ils ont mis à s'associer à la défense de la grande cause, pour laquelle le M.R.A.P. ne cesse de lutter, de l'égalité des hommes et de la fraternité des peuples.

LES circonstances actuelles donnent à la manifestation nationale du 10 juin une importance toute particulière.

D'une part, l'aggravation du drame algérien, qui remplit d'angoisse les Français patriotes et les adversaires de la guerre et de la violence, risque d'entretenir et d'attiser, du côté autochtone comme du côté européen, les haines et discriminations raciales, contraires aux lointaines et généreuses traditions françaises comme aux principes inscrits dans notre Constitution. Il faut lutter contre le déchaînement des préjugés et des incompréhensions de part et d'autre, qui ne peut que creuser le fossé, attiser les passions, retarder l'œuvre de pacification et les réformes nécessaires au retour de la confiance et de la tolérance au sein de la communauté franco-musulmane.

La solution politique du problème algérien dépasse la compétence du M.R.A.P. et il est exclu qu'elle puisse faire l'objet d'une discussion au sein des prochaines assises. Mais son aspect racial doit retenir notre particulière vigilance.

D'AUTRE part, nous assistons en France, depuis plusieurs mois, onze ans après la défaite de l'hitlérisme, à une audacieuse et dangereuse tentative de ressusciter les haines racistes qui ont naguère allumé les fours crématoires, peuplé les camps

de déportation et meurtri la France. Le poujadisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom, à peine sorti des limbes il y a un an, a pris depuis lors un inquiétant développement. Disposant de puissants moyens financiers, d'une presse qui ramasse tous les slogans de xénophobie, d'antiparlementarisme démagogique pour les jeter en pâture aux foules et les attirer, recrutant son état-major parmi les plus notoires anciens collaborateurs, usant des plus vils procédés de violences et de calomnies, il représente un essai, inspiré de Vichy, qu'il ne faut cesser de dénoncer, de résurrection du fascisme par l'exploitation du racisme et de l'antisémitisme et le dénigrement systématique des institutions républicaines.

REUNIS dans les prochaines assises, les démocrates courageux et lucides, de toutes tendances politiques ou confessionnelles et de toutes professions, sauront montrer que le peuple français n'est pas raciste; — qu'il reste fidèle à l'idéal des Droits de l'Homme et aux souvenirs de la Résistance; — qu'il comprend les risques essentiels que les menées poujadistes font courir aux traditions françaises d'égalité, de tolérance et de fraternité entre hommes et peuples, à l'unité nationale et à la République elle-même, — et qu'il est décidé à lutter pour défendre contre les périls mortels auxquels Poujade et ses alliés les exposent, nos libertés publiques fondamentales, si chèrement reconquises.

**Léon LYON-CAEN,**  
Président du M.R.A.P.

Plusieurs  
dizaines  
de personnalités  
lancent  
un appel commun

PLUSIEURS dizaines de personnalités éminentes ont signé un appel en faveur de la 8<sup>e</sup> Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, qui se déroulera le dimanche 10 juin, au Palais de la Mutualité, sur l'initiative du M.R.A.P.

Ces personnalités, appartenant aux milieux les plus divers, représentent les différents secteurs de l'opinion française. Des hommes et des femmes de tendances politiques divergentes, comme par exemple, les députés Maurice BENE (radical), Raymond GUYOT (communiste), Francine LEFEBVRE (M.R.P.), Pierre DREYFUS-SCHMIDT (progressiste), l'ancien ministre André PHILIP (S.F.I.O.), l'ancien président du Conseil Francisque GAY, Mme GAY, Mme Suzanne CREMIEUX, conseiller de l'Union Française (radicale) ont trouvé un langage commun pour condamner le racisme et l'antisémitisme.

Sur la liste des signataires, figurent également des noms prestigieux de la littérature, de l'art et de la science. Parmi eux, deux Prix Nobel : François MAURIAC, de l'Académie Française, et Frédéric JOLIOT-CURIE, professeur au Collège de France ; un membre de l'Académie Goncourt, Armand SALACROU ; trois Prix Goncourt : Pierre GASCAR, René MARAN, Robert MERLE ; des écrivains aux talents aussi variés que Julien BENDA, Jean CASSOU, Alioune DIOP, Edmond FLEG, Francis JOURDAIN, Albert MEMMI, Pierre MORHANGE, Claude ROY, André SPIRE.

Le cinéma est représenté notamment par Alain RESNAIS, le jeune réalisateur de « Nuit et Brouillard », les scénaristes Henri JEANSON et Pierre LAROCHE, le producteur de films Léopold SCHLOSBERG, le metteur en scène Louis DAQUIN.

Des professeurs à la Sorbonne : Jean DRESCH, Robert FAWTIER, membre de l'Institut, Henri MARROU, I. MEYERSON, Marcel PRENANT ; des professeurs à la Faculté de Médecine : Jeanne LEVY et Robert WAITZ ; l'historien Jules ISAAC ; des chercheurs tels que

(Suite page 4.)

*Si tous les enfants  
du monde ... (Voir page 2)*



#### DANS CE NUMERO :

PAGE 2 : Une enquête de l'U.N.E.S.C.O. sur l'antiracisme à l'école.

PAGE 3 : Tixier-Vignancour croit son heure venue.

PAGES 4 et 5 : Pour la Journée Nationale, le débat est ouvert.

PAGE 7 : Une lettre d'Hélène Sobell.

PAGE 8 : Trois historiens (Jacques CHASTENET, Ernest LABROUSSE et Louis GIRARD) débattent de l'Affaire Dreyfus.

SI TOUS LES ENFANTS DU MONDE...

# COMMENT ENSEIGNER LA FRATERNITÉ: cette question préoccupe les éducateurs

Le numéro de Mars 1956 du « Courrier de l'UNESCO » a rassemblé une demi-douzaine d'articles sur un sujet qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention de « Droit et Liberté ». En effet, plusieurs auteurs examinent dans une perspective scientifique... et généreuse la façon dont l'histoire est enseignée aux enfants d'un grand nombre de pays.

Les préjugés raciaux trouvent mille moyens de s'imposer. Mais il est certain que dès l'enfance le racisme peut d'une façon insidieuse influencer l'idée qu'un homme aura des autres hommes. L'histoire que l'on enseigne dans les écoles, dans les lycées, voire dans les universités, centre souvent le monde entier sur le propre pays de l'élève... et du maître. Alors, elle est nationaliste. Souvent aussi, elle ne concerne qu'une partie du monde, qu'une seule branche de la famille des hommes, qu'une seule culture, par exemple la civilisation technique, européenne. Alors, parfois sans en avoir l'air, elle est raciste. Celui qui durant sa jeunesse aura été instruit de la sorte sera, devenu homme, plus facilement enclin à mépriser ceux qui diffèrent de lui. Il écouterait aussi plus volontiers ceux qui prétendent opprimer un peuple ou la fraction d'un peuple, au nom d'une race ou d'une « civilisation » dite supérieure.

L'UNESCO a eu raison d'attirer l'attention sur l'enseignement de l'histoire. Elle agit conformément à son but, en luttant pour que l'on n'apprenne pas aux hommes que d'autres hommes sont des barbares.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de l'étude de l'UNESCO.

## Connaître et se connaître

QUELS sont les sentiments inculqués aux enfants envers l'étranger par leurs manuels scolaires? C'est la première guerre mondiale qui a mis cette question en lumière.

Des associations d'enseignants, ainsi que d'autres organisations dévouées aux buts de la Société des Nations, alors nouvellement créée, menèrent une campagne contre « l'enseignement de la haine ». Elles dénoncèrent cette sorte d'enseignement de l'histoire qui glorifiait les conquêtes militaires. Les maîtres français prirent la direction du mouvement. Le célèbre écrivain Anatole France lança un émouvant appel: « Faites haïr la haine... brûlez les livres qui enseignent la haine, brûlez-les tous. Exaltez l'amour et le travail. » Les manuels furent examinés; les enseignants français, qui étaient libres de choisir les manuels pour leurs classes refusèrent d'utiliser ceux qui étaient considérés comme « belliqueux ». Maîtres et historiens de France et d'Allemagne travaillèrent de concert afin de s'entendre sur des exposés plus

objectifs des questions qui avaient divisé les deux pays: l'Alsace, par exemple. Entre 1920 et 1930, à travers toute l'Europe, des plans de révision des manuels scolaires dans l'intérêt de la paix furent proposés, adoptés et dans une certaine mesure mis en pratique.

Mais après 1930, le nationalisme prit une forme nouvelle et plus virulente. Les échanges amicaux entre professeurs français et allemands ne purent résister aux coups du racisme nazi, qui utilisa les manuels comme outils permettant d'endoctriner la jeunesse.

### Une histoire plus humaine

Après la deuxième guerre mondiale, lorsque le monde se tourna à nouveau vers la paix, on se remit à souhaiter des manuels qui transmettaient la vérité au lieu du mensonge. La révision des manuels scolaires était dans l'air; il était nécessaire de publier de nouveaux ouvrages afin de remplacer ceux en usage dans les

## L'ASIE IGNORÉE

UN ambassadeur des Etats-Unis en Inde, récemment rentré dans son pays, parlait à son fils de l'école américaine où celui-ci entrerait bientôt. « Je parierais, lui dit-il, que l'histoire universelle que tu vas étudier commence en Egypte et en Mésopotamie, passe en Grèce via la Crète, l'Émène à travers Rome et finalement se termine avec l'Angleterre et la France. »

« Mais ce n'est pas une histoire universelle, protesta son fils, que celle qui omet les trois quarts du monde! » « Malheureusement, répondit Chester Bowles, l'ambassadeur en question, j'ai gagné le pari. »

Ce qui s'avère exact pour une école américaine, s'applique également aux écoles européennes où les manuels scolaires sont toujours caractérisés par ce qu'un éducateur a appelé « l'occidentalisme ». Une étude entreprise par 25 pays sur l'initiative de l'Unesco et portant sur les manuels d'histoire vient de révéler exactement dans quelle mesure ces manuels négligent le

vaste continent asiatique ou le présentent sous une fautive perspective.

Voici ce que s'accordent à exprimer, en général, les réponses à ces questions contenues dans les rapports de 18 pays — parvenus à l'Unesco: l'image de l'Asie telle qu'elle est présentée aux écoliers est mal « mise au point » dans presque tous les pays. Comme un rapport le souligne, elle est « superficielle, épisodique, incomplète et impersonnelle ». Les aspects de la vie culturelle, religieuse et intellectuelle sont généralement négligés et même si l'on mentionne quelques grandes figures asiatiques, elles ne sont jamais présentées d'une manière convaincante.

« Des lacunes considérables et parfois injustifiables apparaissent dans tous les manuels d'histoire », rapporte l'Italie. « L'histoire de l'Inde se confine, pour plusieurs auteurs, à la période de la colonisation anglaise. L'histoire de la Chine débute, dans certains manuels, par le traité de paix sino-japonais de Shimonoseki, en 1895, comme si, jusqu'à cette année, la vie du peuple chinois n'eût présenté qu'un faible intérêt. L'histoire chinoise est bâclée avec impatience si on la compare à l'histoire japonaise. L'évolution de la Chine contemporaine n'est pas expliquée d'une façon appropriée, et les raisons de son évolution ne sont pas approfondies non plus. »

Le rapport faisant le bilan de la situation en France reconnaît que dans les écoles primaires, l'enseignement de l'histoire est centré sur celle de l'Europe et particulièrement de l'Europe occidentale. « La place et l'importance accordées aux événements et aux civilisations en dehors de l'Europe sont proportionnelles aux relations qu'elles ont (apparemment, au moins) avec l'histoire de l'Europe occidentale. En ce qui concerne les pays asiatiques, plus

ils sont loin — géographiquement parlant — de l'Europe occidentale, plus sommaires deviennent les références. »

Il est admis par la plupart des pays que l'histoire de l'Asie est presque exclusivement envisagée du point de vue européen. Le rapport italien va même plus loin en déclarant: « Les manuels d'histoire présentent le plus souvent l'Asie comme un des terrains où l'initiative et la vitalité des nations européennes se sont le plus largement exercées. »

Ce manque de perspective est également souligné dans le rapport britannique qui affirme que dans les livres étudiés, l'Inde et la Chine ne sont mentionnées qu'en tant que facteurs accessoires dans le développement européen ou national et en rapport avec l'expansion de l'influence occidentale. Ce rapport poursuit: « Une des allusions les plus malheureuses peut-être est celle qui dépeint l'Inde comme un enfant turbulent, condamné comme Peter Pan à un perpétuel bas-âge. » (Ce manuel a été publié avant l'Indépendance de l'Inde, 1947.)

Le passage suivant du rapport basé sur les manuels italiens pourrait s'appliquer à presque toutes les nations occidentales: « La faculté d'adaptation à l'esprit et aux techniques européennes constitue un titre de mérite. La preuve de l'intelligence et de l'éducabilité d'un peuple est parfois fournie par son habileté à s'euro-péaniser. Un peuple qui s'est donné une structure politique de type européen est déclaré vraiment « civilisé ». On a parfois l'impression que l'expansion européenne ne peut être considérée autrement que comme un bienfait. En conséquence, « la méfiance à l'égard des étrangers » est présentée non seulement comme un crime contre l'Europe, mais contre les intérêts mêmes de l'Asie... »

H. ABRAHAM.

(Suite page 6.)

## PAS ★ PUISQU'ON NE VOUS LE DIT PAS

IN VINO VERITAS...

M. André François-Poncet était déjà de l'Académie et de la « carrière ». Depuis peu, il est, en outre... (n'y voyez aucune allusion) commandeur de la Confrérie du Tastevin.

Il a arrosé ça, comme il se devait, et dans le rubis du Clos-Vougeot, il a encore déniché cette perle:

« Une des circonstances qui rendent difficile l'apaisement des querelles qui sévissent à l'heure actuelle, dans le Proche-Orient, c'est que les Arabes musulmans ne boivent pas de vin, du moins ouvertement. »

Vous penserez, peut-être, que les Musulmans ne buvant pas de vin mais devant cultiver celui des propriétaires d'Algérie qui concurrence les vins de la Métropole, préféreraient cultiver du blé?

C'est une logique de buveur d'eau. Elle n'a pas sa place dans le crâne d'un commandeur du Tastevin dans l'exercice de ses fonctions.

« AU VOLEUR »

Qui a volé le portrait d'Evita Poujade? Telle est la question qui se pose depuis la disparition dans une galerie d'art, du tableau représentant l'égérie du poujadisme.

D'aucuns voient là une excellente opération publicitaire. D'autres estiment que l'étiquette « vendu » accrochée au tableau avait été jugée équivoque par un partisan du papetier.

En tous cas, celui qui rapportera l'objet est assuré d'une forte récompense et d'une absolue discrétion.

Ce qui est une manière bien discrète... de crier « à bas les voleurs! ».

MOTS HISTORIQUES

« Si j'avance, suivez-moi! Si je recule, tuez-moi! Si je meurs, vengez-moi! »

Qui a dit cela? Allons faites un petit effort de mémoire, là, vous y êtes: c'est La Rochefoucauld, chef des Chouans qui combattait la République.

Et ceci:

### A MOI COMTE, DEUX MOTS!

Le souci de faire du neuf n'a guère inspiré le comte de Paris lorsqu'il a lancé récemment son « Appel à l'union fraternelle des Français ». Sans doute, à travers le pathos grandiloquent du comte, nous n'avons pas encore la démonstration d'une « fraternité française » comme l'entendent les nervis du poujadisme. L'homme est à peine rentré d'exil et se croit tenu à quelques précautions oratoires envers la République. Mais il a « d'instinct » ce ton prophétique, apanage de ceux qui sont investis d'une mission providentielle, voire divine, et par là, se confèrent le droit de donner aux autres conseils et avertissements en attendant de pouvoir leur donner des ordres.

La fraternité des Français nous est aussi chère qu'à quiconque; elle est le premier maillon de la fraternité entre tous les hommes. Mais ce qui apparente tous ces personnages providentiels — la Providence nous gâte ces temps-ci — c'est leur saucis d'unir les Français dans une fraternité dirigée contre quelqu'un: qui les Juifs, qui les Arabes, qui les deux à la fois.

Ainsi, le comte de Paris s'en prend avec un mépris... souverain aux « pays à peine sortis de l'état féodal », qui sans doute, à ses yeux, n'ont pas gagné leurs lettres de noblesse.

Au fait, les ancêtres du comte de Paris, ne se seraient-ils pas efforcés, pour maintenir leur régime (cher à Maurras), de retarder le jour où la France, elle, devait sortir de l'état féodal?

Le comte les renierait-il?

Voilà un sans-culotte qui ne manque pas de culot!

L'ONCLE TOM.

« Vous êtes tous d'accord pour aller de l'avant. Je ne demande qu'à avancer. Mais si vous voulez que j'avance, il faut que ceux qui m'ont poussé continuent à me pousser. »

Ceci, je vous le donne en mille: c'est du Pierre Poujade.

Cette obstination à se faire pousser au c... c'est une manière de reconnaître que la Chouannerie, aujourd'hui, n'a pas d'autre « tête ».

QUI COMMANDE ICI?

D'Haïti, nous parvient le journal « Indépendance », écrit en français, et qui dénonce vigoureusement le racisme nord-américain qui sévit dans cette petite République.

Il est vrai que la discrimination raciale exercée par des étrangers envers la population autochtone revêt la forme la plus abusive.

Ainsi la Curaçao Trading, société anonyme à capitaux yankees et à cadres allemands, élimine la main-d'œuvre indigène

trop « coloured » à son goût. Lorsqu'il est chez lui, le raciste ne manque pas de clamer aussi son chauvinisme, mais chez les autres, il se sent si vite chez lui...

AUX CHAMPS,

M. L'EX-PREFET!

Le 2 janvier 1943, 150 Juifs de la Seine-Inférieure étaient arrêtés et déportés en Allemagne. Trois d'entre eux seulement en revinrent.

Le préfet de l'époque s'appelait Pujès, plus connu à Rouen sous le surnom de « Préfet de la relève » que lui avait valu son acharnement à envoyer les jeunes Français au S.T.O.

Révoqué à la Libération, il intriguait aujourd'hui pour être réintégré dans les cadres de l'Administration préfectorale. La nouvelle a fait quelque bruit en Seine-Maritime et ailleurs. Qu'il aille en s'amplifiant si nécessaire autour d'un personnage qui n'avait plus que le silence pour se faire oublier.

## DEUX PRINCIPES...

QUELS sont les principes qui dans le choix des sujets peuvent guider le maître afin de favoriser la compréhension internationale? Des suggestions ont été présentées sur ce point, à la demande de l'Unesco, par un comité de huit spécialistes, historiens et professeurs d'histoire. Voici quelques-uns des principes proposés par les experts:

*Influences réciproques des nations et des peuples.* « A ce propos, il faut faire constater aux enfants et aux jeunes que les peuples et les nations n'ont jamais vécu en compartiment clos, sans communication les uns avec les autres. Dans les domaines technique, politique, culturel et philosophique, des échanges et des emprunts ont constamment eu lieu, des influences se sont fait sentir. Le professeur aura à cœur de rechercher dans l'histoire nationale qu'il enseigne des exemples de ces échanges, de ces emprunts et de ces influences; il serait bon qu'il insistât autant sur ce que son pays a reçu que sur ce qu'il a donné, encourageant par là une attitude de solidarité plutôt que de supériorité. »

*La lutte pour la tolérance et la paix.* « L'histoire de nombreux pays peut fournir des exemples montrant que l'intolérance et les préjugés ont été finalement vain-

cus et que d'anciens ennemis vivent à présent ensemble et s'entendent. Lorsqu'ils sont en âge de le faire, les enfants doivent apprendre que la guerre apporte avec elle, non seulement la mort à des millions de soldats et de civils, hommes et femmes, enfants et vieillards, mais encore des souffrances incalculables et des destructions dont les vaincus ne sont jamais les seules victimes. La guerre a, bien des fois, gravement endommagé ou complètement anéanti, en un bref espace de temps — quelques années, quelques mois, quelques jours ou même quelques secondes — les résultats de plusieurs siècles d'efforts humains, les chefs-d'œuvre de plusieurs générations d'architectes, de sculpteurs, de peintres, d'ingénieurs et de techniciens, d'artisans, de paysans et d'ouvriers de toutes sortes. »

**CHERCHONS URGENCE  
MONITEURS, MONITRICES  
QUALIFIES, AGES D'AU  
MOINS 18 ANS, POUR COLONIES DE VACANCES  
POUR LA PERIODE JUILLET-SEPTEMBRE.**

**S'ADRESSER A LA C.C.E.,  
14, RUE DE PARADIS, PARIS (10<sup>e</sup>). Tél.: PRO. 90-47.**

# Chef de file des comploteurs racistes TIXIER-VIGNANCOUR CROIT SON HEURE VENUE LES RÉPUBLICAINS RELÈVENT SON DEFI !

**D**E l'Assemblée Nationale, où il s'agit à la tête des poujadistes, au « procès des fuites » où il s'est efforcé de mettre en accusation tous les républicains et la République elle-même, Tixier-Vignancour fait preuve, depuis janvier d'une activité débordante.

Il croit son heure venue. N'a-t-il pas déclaré récemment au journal anglais *Evening Standard* : « Je suis arrivé trop tard sur la scène politique, mais je continuerai à me battre, même le dos au mur » ?

Ce « sauveur », c'est vrai, vient un peu tard. En France, aujourd'hui, ça ne prend plus. Pourtant, il mobilise ses troupes, à l'heure où son complice Poujade parle de recourir au « bistouri » et de « déplacer » la légalité républicaine. Il est encore malfaisant. Il ne se tient pas pour battu. Peut-être, pense-t-il, le drame algérien aidant, et la démagogie, et quelque « divine surprise »... N'annonce-t-il pas deux réunions spectaculaires, le 7 juin salle Wagram, et le 14 juin salle des Sociétés Savantes ?

Mais déjà, les républicains, les antiracistes relèvent son défi. Ils sont bien décidés à lui barrer la route, ainsi qu'à tous ses pareils. Ils ne permettront pas que Tixier-Vignancour recommence...

## Entre deux « 6 février » : Vichy

Antisémitisme, antirépublicain de toujours, Tixier-Vignancour était déjà, en 1934, avec les six-févrieristes, les Maurras, les Xavier Vallat, comme il est aujourd'hui avec les six-févrieristes d'Alger. Aussi devint-il à Vichy ministre de l'Information — c'est « désinformation » qu'il faudrait dire...

Maurice Martin du Gard, dans sa « Chronique de Vichy » le dépeint parcourant les hôtels et les salons de Vichy, en juillet 1940, en continuant « avec la voix de Briand à manger du juij

## Un appel du M.R.A.P.

De nombreuses organisations se sont élevées contre les manifestations de Tixier-Vignancour, demandant leur interdiction et appelant les républicains à contre-manifester.

Le 4 juin, le M.R.A.P. a publié l'appel suivant :

L'opinion antiraciste et républicaine a appris avec une vive émotion l'intention annoncée par Tixier-Vignancour d'organiser de spectaculaires manifestations, le 7 juin salle Wagram, et le 14 juin salle des Sociétés Savantes. Tixier-Vignancour qui, ministre de Vichy, se spécialisa dans l'application de mesures anti-juives, apparaît aujourd'hui aux côtés de Poujade, comme le chef de file des ennemis de la République. Ils volent, une fois de plus, dans l'antisémitisme et le racisme, des moyens de diviser et de tromper la nation pour faciliter leurs entreprises factieuses.

En vertu du droit et du devoir que la République a de se défendre, le M.R.A.P. demande aux pouvoirs publics de faire cesser ces menées, qui constituent un défi aux principes constitutionnels.

Il appelle tous les antiracistes à agir dans l'union, pour empêcher le retour des propagandes et des pratiques indignes qui ont abouti naguère aux horreurs de la guerre et de l'occupation, pour faire triompher les libertés démocratiques, les idéaux d'égalité et de fraternité.

et guetter, pour l'injurier encore, Léon Blum distant et malheureux ».

C'est à cette époque, a révélé un hebdomadaire parisien, que Tixier-Vignancour et quelques-uns de ses amis (dont Déat, Bergery, Montigny) s'adressent à Pétain pour le mettre en garde contre toute concession à la démocratie :

« Rien ne serait, nous en sommes convaincus, plus contraire à votre volonté, écrivent-ils... Rien ne serait plus contraire à la volonté du vainqueur. » C'est sans doute en tant que porte-parole de la « volonté du vainqueur » que Laval lui confie la tâche d'intoxiquer l'opinion publique.

Tous les témoignages soulignent que sa principale occupation fut alors d'exciter à l'antisémitisme et de chasser de leur poste les fonctionnaires d'origine juive qui dépendaient de son ministère.

## L'affaire des « Nouveaux Maîtres »

Après la Libération, Tixier-Vignancour, ne reniant rien de son passé, prit, comme avocat, la défense de nombreux traîtres. En octobre 1949, lorsque fut jugé le dénonciateur des résistants du Musée de l'Homme, il osa se glorifier, dans sa plaidoirie, de n'avoir pas été lui-même un résistant.

Quelques années plus tard, le M.R.A.P. étant poursuivi par les producteurs du film antisémite « Les Nouveaux Maîtres », pour avoir dénoncé sa nocivité, Tixier-Vignancour se trouva tout naturellement leur défenseur. Ce fut pour lui une nouvelle occasion d'étaler son antisémitisme.

Entre temps, il avait créé le « Rassemblement » dit « National », groupement antirépublicain aujourd'hui lié au mouvement Poujade. C'est comme chef de ce ramassis de collabos et de jeunes nervis qu'il prit déjà la parole à deux reprises salle Wagram au cours de meetings où furent longuement scandés les cris hystériques de « mort aux juifs ».

## Un aveu de taille

Soutenu spécialement par Rivarol, *L'Heure Française*, *Défense de l'Occident* où il publie fréquemment ses articles haineux, Tixier-Vignancour est lié à Dides et dispose de groupes de choc organisés sous le vocable de « Jeune Nation ».

Elu dans les Basses-Pyrénées, son co-listier était Ybarnégaray qui se livra à une virulente propagande antisémite lors de l'affaire Finaly.

Porte-parole et dirigeant du groupe poujadiste à l'Assemblée Nationale, c'est Tixier-Vignancour qui dirige les manœuvres d'obstruction. C'est lui le chef d'orchestre des claquements de pupitres par lesquels le groupe se manifeste surtout.

Comme il annonçait, en mars dernier, qu'il refuserait sa confiance au gouvernement, un député, M. Yves Péron, s'écria :

— Votre confiance, elle va au général SS Ramcke.

Fidèle à son passé, Tixier-Vignancour répondit :

— Et pourquoi pas ?



TIXIER-VIGNANCOUR, vu par MITTELBERG.

## Le « congrès » de Saint-Céré

### Médecine, chirurgie et diététique

**A**U début de mai, se tenait à Saint-Céré le Congrès de l'U.D.C.A. plus justement connue sous le nom de « Mouvement Poujade ».

Le « chef », à la suite de quelques remous et velleités de démission, avait, en effet, tenu à rassembler ses troupes à l'ombre de sa papeterie. Mise au vert sentimentale, propice à la mise au pas d'éléments bruyants et dangereux moins par les positions extrémistes où ils pourraient entraîner le mouvement que par le risque d'y devancer le patron.

On jugera dans ce sens l'éviction de quelques « responsables » dont le colonialiste forcené Chevallet et l'antisémite délirant Dupont, coupables d'excès.

Mais Poujade lui-même ne craint pas les excès de langage lorsqu'il affirme devant ses congressistes électrisés : « J'ai essayé d'agir comme un bon médecin de campagne, mais s'il faut prendre le bistouri ma main ne tremblera pas. »

Que la République soit un fourbi, le Parlement un fourbi, la réunion des Etats généraux, coiffés par un régime présidentiel, une panacée nationale, nous l'avions déjà entendu. Et c'est pourquoi l'unanimité des comptes rendus de presse, y compris la presse étrangère, s'est faite sur

le vide sonore de ce Congrès et sur son absence de programme.

Ce qui est nouveau, c'est que de Gaulle soit nommé désigné à la présidence de cette démocratie particulière dans laquelle, faute de se sentir la « tête », Pierrot se réserverait d'être la « gueule ».

En attendant, il est un peu sommaire de dire que le poujadisme manque de programme. Ses hommes de main n'ont pas attendu le Congrès pour montrer comment il fallait entendre la nécessité de « passer à l'action ». Et l'abstention des députés poujadistes, lors du débat sur le Fonds national vieillesse est une autre forme d'action qui donne un aperçu sur le caractère « social » du poujadisme, comme l'appel à une extension de la guerre en Algérie donne, entre autres choses, une idée sur ses aspirations « économiques ».

Bien des yeux se sont décollés devant la mise en œuvre de ce programme négatif et destructeur. Que Poujade ait cru devoir expliquer ces difficultés par la nécessité de « digérer notre victoire électorale » n'a trompé personne. Surtout pas les masses républicaines de notre pays qui, unies comme jamais devant la menace fasciste et raciste qu'il représente, lui ont infligé,

# POUJADE poursuit en correctionnelle ...DIX COMMERCANTS

Poujade intente un procès... S'attaque-t-il à quelque puissant ennemi des petits commerçants, des artisans dont il se prétend le défenseur ?

Non. Les dix hommes qu'il poursuit, ce sont un charbonnier, un marchand de poissons, deux épiciers, et quelques autres simples gens de Drancy. Et il leur réclame, ni plus ni moins, 500.000 francs de dommages et intérêts.

Poujade s'estime diffamé. En novembre 1955, il entendait tenir un meeting à Drancy. Dans toute la population, s'élevèrent de vives protestations et, en fin de compte, la salle fut refusée. Cet échec (il en a rencontré bien d'autres depuis), Poujade veut le faire « payer » à dix commerçants et artisans, qui signèrent nommément un tract intitulé « Drancy dit non à Poujade ».

Il leur est reproché, entre autres d'avoir dénoncé Poujade comme un raciste et un fasciste.

C'est le vendredi 29 juin que cet intéressant procès aura lieu à Paris, devant la 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle. Les commerçants de Drancy seront défendus par cinq avocats républicains de tendances politiques diverses. De nombreux et importants témoins seront cités pour appuyer les affirmations des auteurs du tract. Et il se pourrait bien que les accusés se fassent, à leur tour, accusateurs.

Il ne faut pas qu'à la faveur de ce procès, Poujade puisse se venger sur dix honnêtes hommes, de l'opposition de toute une ville, de tout le pays !

## RETOUR A L'ENVOYEUR !

Ces dernières semaines, la feuille de Poujade, « Fraternité Française », a été adressée gratuitement à un très grand nombre de personnes à Paris.

Beaucoup nous ont fait part de leur indignation.

Poujade pense-t-il ainsi recruter de nouveaux membres à son mouvement, pour remplacer ceux qui, trompés un moment par sa démagogie, ont compris aujourd'hui les buts réels de cet aventurier ?

Cette entreprise, en tout cas, montre que, malgré les innombrables démissions qu'il a enregistrées, le « petit papetier » dispose de fonds considérables.

Pour répondre à cette provocation, tous les antiracistes, tous les républicains qui recevront cette prose grossière et haineuse, ne manqueront pas de la retourner aussitôt à l'envoyeur.

Poujade en sera pour ses frais.

## ECHEC AU FASCISME !

Le Congrès de Saint-Céré à peine terminé, les poujadistes, passaient à l'action, annonçant un meeting pour le 7 mai à Paris, salle Wagram.

A ceux-là, qui se sont donnés à eux-mêmes, mission d'abattre la République, Paris se devait d'opposer une fin de non recevoir digne de ses traditions démocratiques, digne du veto opposé aux factieux par de multiples villes de France.

Dès l'annonce du meeting, les fédérations des partis communiste, socialiste, radical, les grandes centrales ouvrières, la Ligue des Droits de l'Homme, les organisations de jeunes, d'étudiants, l'Union Française Universitaire, la Nouvelle Gauche, etc., ont affirmé avec force leur volonté de s'opposer aux tribulations.

Le M.R.A.P. s'associant à la protestation exprimait dans un communiqué sa certitude que « Paris républicain et antiraciste répondra à ce défi et se dressera,

toutes forces unies, pour empêcher les fascistes de prêcher dans la capitale, leurs mots d'ordre de haine et de guerre ».

Devant l'ampleur et la diversité des protestations le Préfet de police dut interdire le meeting de Wagram ainsi qu'une autre réunion projetée au Stadium dans le XI<sup>e</sup> arrondissement.

Et l'on vit alors les nervis de Poujade distribuer dans ce même arrondissement des tracts qui « authentifiaient », si l'on peut dire le patriotisme dont ils voulaient donner leçon.

Ces tracts, intitulés « Gloire et sacrifice de Philippe Pétain », ressemblaient en quatre images d'Épinal, la trop longue carrière du maréchal de la démission et de la lâcheté. Belle incarnation du patriotisme poujadiste !

En faisant échec à ceux qui se réclament de lui les Parisiens ont montré au fascisme qu'ils n'avaient pas la mémoire si courte. Nul doute qu'ils le lui rappelleront encore si besoin est.

# 8<sup>e</sup> Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

## Le débat est ouvert

La plupart des personnalités à qui a été soumis l'appel pour la Journée Nationale ont tenu, en donnant leur signature, à souligner en quelques mots leur approbation.

« Je signe très volontiers... » « Tout à fait d'accord... » « De tout cœur avec vous... » sont les phrases qui reviennent le plus souvent dans leurs lettres. « Je signe votre appel des deux mains... », nous écrit M. Albert BAYET, président de la Ligue de l'Enseignement. Le cinéaste Jean VIDAL, auteur d'un film remarquable sur Emile Zola indique : « Je m'associe volontiers à votre appel. Je ne vois pas d'observations à faire sur sa rédaction, qui me paraît exposer parfaitement le drame actuel dans des termes très mesurés. » Et M. Théodore VALENSI : « Je considère comme un devoir de vous apporter tout mon concours. »

La haine qui les avait allumés se manifeste de nouveau en France, et elle a ses représentants officiels au Parlement français.

« Nous demandons à tous les Français, et en particulier aux chrétiens de se dresser contre cette passion infâme qui a déjà fait ses preuves en assassinant des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. »

Sa signature est la suite logique de cette déclaration.

L'approbation de l'appel pour la Journée Nationale s'accompagne quelquefois, de la part de certains signataires, de commentaires expliquant leur geste, d'observations sur tel point particulier, constituant d'ores et déjà une précieuse contribution aux débats qui se dérouleront le 10 juin à la Mutualité.

**NOUS DEFENDONS LA DIGNITÉ HUMAINE...**

« Vous savez mon attachement à la cause que vous défendez, souligne Mme Suzanne CREMIEUX, conseiller de l'Union Française. Les atteintes profondes aux principes que vous défendez, les atteintes

profondes actuelles aux principes républicains, impliquent une énergie chaque jour plus grande. C'est pourquoi, de tout mon cœur et de toutes mes forces, vous savez que je vous aiderai, car en défendant votre mouvement, c'est l'avenir même du pays et de nos libertés républicaines que nous défendons. »

« Souhaitant que le racisme soit toujours combattu, je vous donne mon accord », écrit le pasteur André DUMAS.

« Je suis contre le colonialisme, contre l'antisémitisme, en bref, contre le racisme, indique l'écrivain René MAHAN, Prix Goncourt. Que puis-je vous dire de plus pour vous dire que je suis de tout cœur avec vous. »

Quant au cinéaste Léopold SCHOLOSBERG, il demande que, dans le second paragraphe de l'appel, on introduise un membre de phrase, précisant : « Au mépris des principes républicains et de la dignité humaine... »

**UNE ACTION VIGOUREUSE S'IMPOSE...**

Abordant le problème sous un angle différent, le célèbre historien Jules ISAAC exprime ainsi son point de vue : « Il est plus aisé que jamais

de lutter avec la dernière énergie contre le racisme, l'antisémitisme et les courants de toutes sortes qui entretiennent la guerre froide ou chaude.

« On est heureux de constater qu'à l'Est, l'antisémitisme larvé qui avait si cruellement sévi est aujourd'hui en recul, mais il n'en est pas de même à l'Ouest où, au contraire, les tendances fascistes et antisémitiques sont de nouveau en progression et où s'impose, par conséquent, une défense active de la liberté et de la paix.

« Avec tout ce qui me reste de force, j'y participerai par mes écrits et j'applaudirai à vos efforts. »

**UNE GRAVE MENACE**

D'autres commentaires sont inspirés par divers aspects du drame algérien :

« Le racisme est, parmi d'autres, le plus grave des maux qui sont à l'origine des douleurs récurrentes d'Algérie, constate le général STURDET, ancien maire d'Alger, qui poursuit : « La responsabilité des gouvernements qui ont laissé se développer le racisme dans un pays où vivent des hommes de tant de races, est à la fois inhumaine et stupide. Malheureusement, ce sont encore des innocents qui paient les justes des gouvernements ! »

M. Armand MEGGLE, président du Centre d'Expansion Française précise ainsi sa position :

« Je ne puis que vous féliciter de la vigilante activité de votre Mouvement et je suis sûr que son plus grand succès sera de faire passer dans les parlements républicains qui sont pourtant les gardiens et les défenseurs des Droits de l'Homme et du Citoyen.

« Pour ce qui concerne l'Algérie, je me rallie entièrement au plan de Pierre MENDES-FRANCK, qui sera, je l'espère, adopté par le Gouvernement, avant qu'il soit trop tard. »

**POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT**

Citons enfin M. Henry BULAWKO, président du mouvement « Hachomer Hatzair » qui fait état de ses préoccupations en ce qui concerne la paix au Moyen-Orient :

« Le Moyen-Orient, écrit-il notamment, ne connaît pas encore la quiétude.

« Par moments, le déclenchement d'une nouvelle guerre a pu paraître imminent. Après la visite de M. Hammarskjöld, on a pu noter certains signes de détente, mais l'apaisement paraît n'être que momentané.

« Agré pour la paix dans le Moyen-Orient répondant au désir profond des masses juives en France, et à l'intérêt des peuples juif et arabe du Moyen-Orient. Aussi me semble-t-il qu'il est du rôle du M.R.A.P. d'inclure cette action dans son programme et éventuellement de prendre certaines initiatives dans cette direction. »

**DANS L'UNION...**

Ces quelques extraits suffisent à montrer la diversité des opinions et tendances qui seront représentées à la Journée Nationale. Ils montrent aussi, clairement, qu'en dépit de cette diversité, tous les hommes de bonne volonté peuvent s'entendre pour combattre les discriminations et les haines raciales, pour défendre l'amitié et la paix entre les peuples.

Au cours de la Journée Nationale, s'exprimeront à la fois cette diversité et cette unité. Les débats qui se dérouleront dans un esprit constructif, sous le signe du respect mutuel, permettront, nous n'en doutons pas de renforcer encore la lutte contre les menaces présentes de l'antisémitisme et du racisme.

## A P P E L

L'AGITATION antisémite et raciste qui s'est développée ces derniers mois dans le pays et jusqu'au Parlement inquiète profondément l'opinion publique française.

Au mépris des principes républicains, des hommes et des groupements, disposant de moyens puissants, recourent à la violence organisée et poursuivent des campagnes calomnieuses et vue de recréer un climat de discrimination entre les citoyens suivant leur origine, leur race ou leur religion.

L'aggravation du drame algérien risque de renforcer les préjugés, les incompréhensions et les haines qui, contrairement aux généreuses traditions de notre pays, ne peuvent que compromettre l'amitié qui doit unir aux peuples d'outre-mer.

Malgré les tentatives faites pour dénaturer les véritables problèmes qui se posent au pays, pour mystifier l'opinion publique et susciter des divisions contraires à l'intérêt national, le peuple français empêchera le retour des propagandes et des pratiques indignes qui ont abouti naguère aux horreurs de la guerre et de l'occupation.

SON attachement aux libertés démocratiques, aux idéaux d'égalité et de fraternité s'exprimera avec force au cours de la Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, qui aura lieu le dimanche 10 juin, à Paris, au Palais de la Mutualité.

Nous appelons les gens de cœur, les républicains, les patriotes, sans distinction d'opinions et de croyances à assurer l'éclatant succès de cette manifestation nationale.

A l'heure où nous mettons sous presse, la liste des signataires de l'appel ci-dessus s'établit comme suit :

### Personnalités politiques

MM. François GAY, ancien président du Conseil; Pierre COT, Jean PIERRE-BLOCH, André PHILIP, H. ULVER, anciens ministres;

MM. Maurice BENE, Robert CHAMBEIRON, Pierre DREYFUS-SCHMIDT, Raymond GUYOT, Mme Francine LEFEBVRE, députés;

MM. Jean CHAINTRON, Jacques DEBU-BRIDEL, sénateurs.

Mmes Suzanne CREMIEUX, EBOUE-TELL, MM. Jacques RAPHAEL-LEYGUES, l'amiral MOULLEC, conseillers de l'Union Française.

### Ecrivains, artistes cinéastes

MM. François MAURIAU, de l'Académie Française, Prix Nobel; Armand SALACROU, de l'Académie Goncourt;

MM. Claude AVELINE, Julien BENDA, Jean-Jacques BERNARD, Jean CASSOU, directeur du Musée d'Art Moderne; Allouane DIOP, directeur de « Présence Africaine »; Edmond FLEG, Pierre GASCAR, Prix Goncourt; Francis JOURDAIN, Jacques KAYSER, Michel LEIRIS, René WARRAN, Prix Goncourt; Albert MEMMI, Robert MERLE, Prix Goncourt; Pierre MORHANGE, Pierre PARAF, Claude ROY, André SPIRE, Mme Olga WGRMSER;

### Universitaires

MM. Frédéric JOLIOT-CURIE, Prix Nobel; Louis MASSIGNON, professeurs au Collège de France;

MM. Jean DRESCHE; Robert FAWTIER, membres de l'Institut; Jean FRAPPIER, Henri MARROU, I. MEYERSON, Marcel PRIENANT, professeurs à la Sorbonne;

Mlle Jeanne LEVY, MM. Robert WATY, Pierre WERTHEIMER, professeurs à la Faculté de Médecine;

MM. Albert BAYET, président de la Ligue de l'Enseignement; Jules ISAAC, historien;

MM. Hubert DESCHAMPS, professeur à l'Institut d'Ethnologie; Chombart de LAUWE, Ernest KAHANE, Evry SCHATZMAN, maîtres de recherches au C.N.R.S.

### Autres personnalités

MM. Léon LYON-CAEN, premier président honoraire de la Cour de Cassation, président du M.R.A.P.; Georges HUISMAN, membre du Conseil d'Etat; Lucien BAUZIN, conseiller d'Etat honoraire; André HAURIUO, professeur à la Faculté de Droit

de Paris; Armand BITTOU, Marcel MANVILLE, Etienne NOUVEAU, André SAINT-CYR, Théodore VALENSI, avocats à la Cour.

MM. le chanoine Jean VIOLETT, les pasteurs André DUMAS et Marc HERUBEL.

Mme YVES CHOMBART de LAUWE, ancienne déportée, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre; MM. CERP-FERRIERE, ancien président du groupe de la Résistance à l'Assemblée Consultative; le général LE CORQUILLE, l'amiral MUSSELIER, ancien chef des Forces Françaises Navales Libres; le général TUBERT, ancien maire d'Alger.

Mme Yves FARGE, MM. SICARD de PLAULOZE, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme; Alain LE LEAP, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail; Armand MEGGLE, président du Centre d'Expansion Economique; Henry BULAWKO, président du mouvement « Hachomer Hatzair »; COME-CORNEILLE, président de l'Association des Amis de Schœlcher;

Docteur NORA, chef de service à l'hôpital Rothschild; docteur DALSACE, docteur GINSBOURG, président du Cercle Bernard-Lazare; docteur SCHERR, président de l'Union des Etudiants Juifs de France.

## Sous le signe de l'union

La Journée Nationale est l'occasion pour toutes les forces antiracistes de notre pays de proclamer, dans l'union, leur volonté de faire échec aux discriminations, aux propagandes de haine, contraires à l'intérêt national. C'est une grande manifestation d'unanimité française.

Le M.R.A.P. s'honore d'avoir instauré en France cette tradition, depuis huit ans. Mais il considère que la Journée Nationale, dont il prend l'initiative et assure l'organisation, dépasse son propre cadre. Quelconque pense et agit en antiraciste, quelconque entend participer à la défense des idéaux républicains, a sa place à la Journée Nationale et peut s'y exprimer librement.

La liste des personnalités signataires de l'appel ci-contre témoigne éloquentement de l'esprit de large union dans lequel est conçue cette manifestation.

Le M.R.A.P. a invité de nombreuses organisations à se joindre à son initiative. Tout spécialement il s'est adressé à la L.I.C.A., lui proposant de s'associer à la Journée Nationale dans les formes qui lui paraîtront les plus opportunes.

La Fédération des Sociétés Juives ayant posé certaines conditions à sa participation, une délégation du M.R.A.P., conduite par Charles Palant, secrétaire général du Mouvement, a rencontré les dirigeants de la Fédération, parmi lesquels M. Kelman, secrétaire général.

Au cours de cette entrevue, les représentants du M.R.A.P. ont souligné une nouvelle fois, après un échange de vues très franc, que toutes les opinions pourraient se faire entendre en toute indépendance à la Journée Nationale.

Dans une lettre adressée à cette occasion, au lendemain de la rencontre, Charles Palant a de nouveau précisé cette position, valable pour tous les participants à la Journée Nationale.

« Nous nous exprimons de vous confirmer, écrit-il, que, de la part du M.R.A.P., il n'est formulé aucune condition préalable à une participation de votre part et que nous estimons qu'à la Journée Nationale, tous les points de vue peuvent être exprimés, qui vont dans le sens du renforcement de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, face à une situation dont

## CE MONSTRE...



Ce monstre de bêtise et de cruauté, mi-dieu mi-vautour, c'est le racisme, vu par le peintre Marc Sablet-Saens.

### Le déroulement de la Journée Nationale

8 heures : Accueil des délégués.

9 h. 45 : Première séance : — Allocation d'ouverture du président Lyon-Caen; — Rapport de Charles Palant, secrétaire général du M.R.A.P.; — Début de la discussion; — Election des commissions.

11 h. 45 : Travaux des commissions (jusqu'à 12 h. 30);

14 heures : Seconde séance.

16 heures : Séance publique.

## Toute la France antiraciste ...

Dans les milieux les plus divers, on se prépare pour la Journée Nationale.

Les étudiants seront nombreux, aussi bien les étudiants d'outre-mer qui connaissent le racisme, que leurs camarades fidèles aux généreuses traditions du Quartier Latin.

C'est ainsi que le président de la Fédération Nationale des Etudiants Radicaux, M. Pierre Avril, écrit au M.R.A.P., entre autres :

« J'ai informé mes camarades de cette importante manifestation et je puis vous dire, dès maintenant, que plusieurs d'entre nous comptent y assister et

que nous approuvons vivement le principe d'une Journée qui, au-delà des divergences d'opinion politique, montrera l'union de tous les républicains autour des principes qui nous sont communs. »

Les unions syndicales de plusieurs départements, ainsi que des fédérations syndicales, ont donné leur adhésion à la Journée Nationale.

De même, différentes organisations d'anciens combattants, de déportés, qui envoient d'importantes délégations.

Dans les sociétés juives de secours mutuels se tiennent chaque jour des réunions consacrées à la Journée Nationale.

Les commerçants, les artisans, révoltés contre les menées rac-

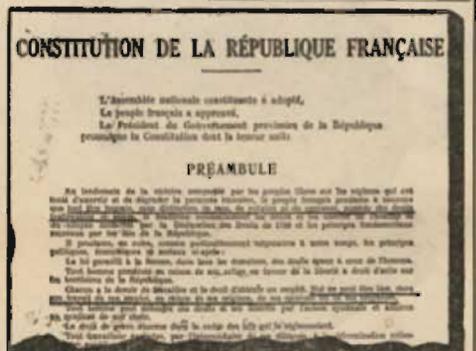
cistes et antirépublicaines de Pouljade, seront représentés également à la Journée Nationale.

Un groupe de dix médecins se sont adressés à plusieurs centaines de leurs confrères pour les inviter à s'associer à l'initiative du M.R.A.P.

Les enseignants et leurs dirigeants ont été invités à débattre du problème de l'antisémitisme à l'école, problème brûlant qui a fait l'objet récemment d'une conférence internationale organisée par l'U.N.E.S.C.O.

La Journée Nationale contribuera à isoler les trublions racistes. Leur voix sera couverte par celle de la grande masse des Français, indifféremment attachés aux principes d'égalité et de fraternité.

## Tous les hommes ...



« Les hommes naissent et deviennent libres et égaux en droits », affirme la Déclaration des Droits de l'Homme. Par la Constitution de 1946, le peuple français « proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ». Ce dernier texte a été repris sur l'affiche dédiée à l'occasion de la 8<sup>e</sup> Journée Nationale.

## Les réunions

Pour l'élection des délégués à la Journée Nationale, de multiples réunions, grandes et petites, se tiennent à Paris et en province. Déjà les premiers résultats nous parviennent. 12 délégués viendront de Strasbourg, 11 de Valenciennes, à Marseille, une Journée départementale a eu lieu le 3 juin. Au cours de diverses assemblées, plusieurs dizaines de délégués ont été élus dans les 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> arrondissements, à Paris. Voici la liste des réunions qui doivent se tenir dans les prochains jours.

**2<sup>e</sup> arrondissement**  
Le MARDI 5 JUIN, conférence de Roger Maria; « La vérité sur Pouljade », sous la présidence de Charles Ovesarek, au café « Le Petit-Pot », 2, boulevard Bonne-Nouvelle.

**10<sup>e</sup> arrondissement**  
Le MARDI 5 JUIN, meeting avec M. Marcel Manville et Albert Youdine, 28, boulevard de Strasbourg.

**11<sup>e</sup> arrondissement**  
VENDREDI 8 JUIN, assemblée d'information avec M. Armand Dymenstajn et M. Vilner, 5, passage Charles-Dallery.

**14<sup>e</sup> arrondissement**  
MERCREDI 6 JUIN, grand meeting avec M. Imeryk et la participation des élus locaux, au 63, rue Froidevaux.

**18<sup>e</sup> arrondissement**  
MERCREDI 6 JUIN, assemblée d'information, avec Albert Lévy, 2, passage Penel.

**20<sup>e</sup> arrondissement**  
JEUDI 7 JUIN, grande réunion au café « Lumière », 192, boulevard de Belleville, avec Charles Hutman et Charles Steinman.

**Le 7 juin au Ciné-Club "Amitié"**  
Signaux particulièrement l'initiative prise par le ciné-club antiraciste « Amitié » d'organiser, en collaboration avec le ciné-club de la Jeunesse Juive, une grande soirée sous le patronage du M.R.A.P.

Au cours de cette soirée, qui aura lieu le jeudi 7 juin, à la salle Yves-Toudie (21, rue Yves-Toudie), sera projeté le célèbre film de Dmytryk : « Crossfire », ainsi qu'un court métrage sur la 1<sup>re</sup> Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix. M. Saint-Cyr prendra la parole au nom du Bureau National du M.R.A.P.

Dans les quelques jours qui nous séparent de la Journée Nationale, d'autres réunions se tiendront encore, publiques ou privées, pour tel quartier, telle maison, dans tout Paris. Tous nos amis peuvent encore faire beaucoup pour que soient en ordre placés en grand nombre les mandats de délégués et les invitations.

## Premiers messages de l'étranger

A une semaine de la Journée Nationale, de nombreux messages de l'étranger sont déjà parvenus au M.R.A.P. D'autres sont annoncés pour les prochains jours.

Nous publions en page 7 la lettre si émouvante d'Hélène Sobell, venue des Etats-Unis.

### Allemagne

Le pasteur Martin NIEMOLLER, personnalité dirigeante du protestantisme allemand, s'associe chaleureusement à la Journée Nationale.

D'Allemagne également, est arrivé un message du Comité des Résistants Antifascistes.

Quant au Conseil Allemand de la Paix, il a déclaré d'envoyer un porte-parole à la Journée Nationale : le Dr HAVEMANN, directeur de l'Institut de Chimie et Physique Appliquée de l'Université Humboldt, à Berlin. Hé-

roïque combattant antinazi, le professeur Havemann, fut condamné à mort sous le régime hitlérien. Emprisonné, il fut libéré en 1945.

### Tchécoslovaquie

Trois messages de solidarité sont arrivés de Tchécoslovaquie, adressés par MM. Jan MUKAROVSKY, membre de l'Académie, président du Conseil de la Paix; Emil NEUMANN, président du Conseil des Communautés Juives de Bohême, Moravie et Silésie, et le grand rabbin Gustav SICHER.

Ce dernier déclare : « Croyez à ma solidarité entière avec l'action entreprise par le M.R.A.P., car la cause sacrée de la défense des persécutés et opprimés de toutes nationalités, de toutes races ou religions, et surtout la recherche de la paix doit être le suprême objet de nos aspirations. »

### Japon

Le sénateur MATSUMOTO, dirigeant antiraciste japonais qui, à l'occasion d'un récent voyage à Paris, avait rencontré le président Lyon-Caen et la direction du M.R.A.P., écrit notamment :

« Je souhaite vivement que la Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix contribue à la disparition de toutes les discriminations et des préjugés existants, ainsi qu'à la solution pacifique des conflits actuels par la voie de la négociation... »

« L'unité de cours et l'unité d'action sont indispensables dans la lutte commune pour un monde meilleur. »

### Grande-Bretagne

De Londres est arrivé un message de l'Association pour la Liberté Africaine, soulignant : « A l'occasion de votre Journée Nationale, nous sommes

heureux de saluer nos frères d'Afrique française et de réaffirmer notre détermination de poursuivre ensemble la lutte jusqu'à ce que toutes les manifestations de racisme aient disparu de la surface de la terre. »

### Australie, Viet-Nam

Citons enfin la lettre adressée d'Australie par le Comité Juif pour combattre le Fascisme et l'Antisémitisme, et la déclaration de M. Nguyen MANH TUONG, professeur à l'Université de Hanoi, bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

Ce n'est qu'un début.

Les messages qui continuent de parvenir quotidiennement augurent déjà de la grande portée de la Journée Nationale. Exprimant les traditions généreuses de notre pays, elle contribuera à resserrer les liens de tous les peuples avec la France des Droits de l'Homme, aimée et admirée dans le monde entier.

## Plusieurs dizaines de personnalités

Mme et M. CHOMBART DE LAUWE le professeur Hubert DESCHAMPS, Michel LEIRIS, Evry SCHATZMAN, ont répondu au nom de l'Université, fidèle à ses généreuses traditions.

Albert BAYET a signé également l'appel, comme président de la Ligue de l'Enseignement.

On lira ci-dessus la liste (chaque jour plus longue) de ces noms, représentatifs de groupes, de courants, de différents aspects de la vie française, que tous honorent à des titres divers.

Du monde politique à l'Université, de la littérature à la science, de la magistrature aux syndicats, c'est bien toute la France antiraciste, sans distinction d'opinions, de confessions et de disciplines, qui s'associe à la Journée Nationale. C'est elle qui fera entendre sa grande voix, multiple et unanime, le 10 juin, à la Mutualité.

## ARTICLES SCOLAIRES DIVERS

Les étudiants seront nombreux à la Journée Nationale. Le racisme n'a pas cours au Quartier Latin.

## De l'Abbé Grégoire à Schœlcher

Le dimanche 27 mai s'est déroulée au Panthéon la cérémonie traditionnelle organisée chaque année par l'Association des Amis de Schœlcher.

De nombreuses personnalités étaient présentes, parmi lesquelles MM. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République; le gouverneur Merwart, Mme Ebooue-Tell, conseiller de l'Union Française; le général Barbe, M. Lodéon, sénateur; M. Bissof, député; M. Come-Corneille, président de l'Association. Le M.R.A.P. était représenté par M. Sarotte et Albert Lévy, membres du Bureau National.

La foule nombreuse se rendit en cortège dans la crypte, où une minute de silence fut observée devant le tombeau de Victor Schœlcher.

De même qu'à celui de Schœlcher, Paris antiraciste reste fidèle au souvenir de l'abbé Gré-

goire, qui, sous la Révolution Française, fut l'initiateur éloquent de l'émancipation des noirs et des Juifs, se proclama lui-même « l'ami des hommes de toutes les couleurs ».

Le dimanche 3 juin, une cérémonie a eu lieu pour lui rendre hommage, au cimetière de Montparnasse.

Au cours de cette cérémonie, présidée par M. Grunbaum, Ballin, diverses allocutions ont été prononcées, notamment par M. Vanikoff, président de la Fédération des Anciens Combattants Juifs.

Au nom de la délégation du Bureau National du M.R.A.P., qui comprenait également Charles Ovesarek et Charles Hutman, notre ami M. Sarotte a exalté la mémoire de l'abbé Grégoire, dont notre Mouvement, souligne-t-il, poursuit le combat, en unissant tous les gens de cœur soucieux de faire triompher l'égalité et la fraternité entre les hommes.

## CINÉMA

## La Meilleure Part

DEPUIS longtemps déjà, « La Meilleure Part » a quitté les salles d'exclusivité. Les spectateurs l'ont vue. Leurs avis ont été partagés. Il n'est pas trop tard pour dire quelques mots de ce film important.

Pour l'apprécier comme tel, il est besoin de dépasser quelque peu ce que l'on pourrait appeler l'aspect purement filmique de « La Meilleure Part ». La réalisation n'est pas exceptionnelle, ne comprend ni angles de prise de vue inédits, ni de nouveautés particulièrement géniales. Ce qui est plus grave, l'interprétation est souvent médiocre, y compris celle de Gérard Philippe. Il s'agit d'un travail honnête, solide, sympathique dans sa simplicité et son absence de clin d'œil au public. Pourtant, ce film occupe dans la production française de ces dernières années une place hors de proportion avec la stricte valeur « filmique » en question.

D'abord, il vient sur nos écrans après « Si tous les gars du monde... ». On pourra comparer à plaisir et à l'infini sa valeur avec celle du film de Christian-Jaque : il s'inscrit pourtant dans la même perspective, celle qui consiste à ouvrir notre cinéma vers la vie réelle, vers des problèmes autrement prenants que les introspections de gangsters et les situations triangulaires, quelque puisse en être l'intérêt cinématographique...

Ce n'est pas tellement le scénario (l'ingénieur qui doit choisir entre son barrage et sa santé) qui apporte du nouveau, que la façon dont il est traité, qui est pour ainsi dire totale, ou du moins essaie de l'être, parfois avec succès. Tout le milieu des constructeurs du barrage vit devant nous, avec ses difficultés, ses luttes, ses espoirs, ses forces et ses faiblesses. Et surtout — ce qui doit intéresser au premier

chef les lecteurs de « Droit et Liberté » — Yves Allégret a voulu montrer les rapports entre les travailleurs français, italiens, algériens, etc. Surtout en ce qui concerne ces derniers, il a réalisé un travail excellent ; comme Christian-Jaque, il a commencé à ouvrir une voie. Il a su nous faire voir ces ouvriers vivants, au fond, comme leurs camarades, mourant aussi parfois, comme eux, pour gagner leur pain ou pour sauver une vie.

Ce faisant, Yves Allégret n'a pas fait qu'un film sympathique, ce serait insuffisant. La vieille formule est vraie, qui affirme qu'on ne fait pas de l'art avec les seuls bons sentiments. Mais c'est surtout le cinéma que le metteur en scène de « La Meilleure Part » a servi, en travaillant sur la réalité humaine, d'une façon profondément humaine.

J.-F. HELD.

## Un débat sur l'affaire Dreyfus

(Suite de la page 8)

Et l'on est à la veille de l'audience Zola. Et Paléologue lui donne une merveilleuse consultation de casuistique. Il lui dit : « Vous le savez, donc vous devez le dire. Mais quand cela ? Demain ? Les temps ne sont pas propices ! »

Et il nous explique d'ailleurs lui-même qu'il trouve que la Cour d'Assises jugeant dans le procès Zola n'est pas compétente pour recevoir ces aveux.

J. Chastenet. Je crois qu'il faut préciser que Zola, l'écrivain Zola, avait fait un manifeste qui s'appelait « J'accuse », dans lequel

il mettait l'état-major en cause, innocentant Dreyfus et que, pour cela, on l'avait renvoyé devant la Cour d'Assises.

E. Labrousse. Parfaitement. Mais enfin, le problème, pour le Président de la République, était de savoir, connaissant une forfaiture, s'il devait ou non la dénoncer. Et n'oublions pas que la dénonciation de cette forfaiture pouvait directement influencer le jury qui allait statuer dans l'affaire Zola. Alors, ma foi, il cède à cet agréable conseil de casuistique. Il dénoncera, mais à une date indéterminée, et pour le moment, il laisse faire, pudiquement.

Il y en a d'autres encore. Il y a par exemple Poincaré, il y a Hanotaux, il y a Delcassé qui, depuis des années connaissent l'affaire, et qui attendront aussi des temps propices pour dénoncer...

## Un immense conflit

J. Chastenet. Il faut se replacer dans la mentalité de l'époque.

E. Labrousse. Non seulement dans la mentalité de l'époque, mais dans la mentalité de la lutte. Nous nous trouvons là devant une lutte civile, dans laquelle nous voyons engagées un certain nombre de valeurs politiques et sociales. Et l'esprit de corps fait que, pour lui, on consent à des gestes, on approuve ou sanctionne des gestes que l'on ne ferait jamais dans une autre circonstance.

J. Chastenet. Il ne faut pas oublier ce qu'était à ce moment-

là le culte de l'armée. La guerre de 70 n'était pas encore très lointaine. On vivait dans l'espoir de la revanche, et l'idée qu'on pouvait mettre en doute un jugement de Conseil de guerre paraissait à une grande partie des Français quelque chose de sacrilège.

L. Girard. Une partie seulement.

E. Labrousse. L'opinion était divisée, politiquement et socialement.

R. Thévenin. M. Girard, voulez-vous conclure, s'il vous plaît ?

L. Girard. Je crois justement qu'une partie de l'opinion conservait des valeurs qui devenaient déjà des valeurs anciennes ; une autre, au contraire, abordait vers des opinions nouvelles, et l'affaire Dreyfus est devenue l'affaire tout court parce que, justement, elle s'est trouvée être le réactif d'un immense conflit d'opinions, d'une véritable révolution.

E. Labrousse. Et un aspect de la lutte entre la résistance et le mouvement.

## Le Carnet de D. L.

## Décès

Nous apprenons le décès, après une longue maladie, de M. Eugène KRZIWKOSKI, connu dans le 10<sup>e</sup> arrondissement pour son inlassable dévouement à la cause républicaine, fidèle ami de notre Mouvement.

Nous adressons à son épouse, à ses frères Henri et Isidore

## NOTRE SOUSCRIPTION

## Avant la Journée Nationale

CHAQUE numéro de *Droit et Liberté* adressé à un nouveau lecteur, chaque lettre envoyée pour faire connaître notre action, chaque tract, chaque affiche sont autant de chances de mettre en échec la propagande raciste et antisémite, les menées antirépublicaines de Poujade et de ses complices.

La Journée Nationale est, chaque année, l'occasion de multiplier nos efforts et nos moyens de propagande. Elle permet d'alerter, de mobiliser, de rassembler les forces profondes qui, dans ce pays, sont attachées à la défense des principes républicains et de la dignité humaine.

Cette année où les périls sont si graves, il faut que la Journée Nationale ait un retentissement tout particulier.

Regroupés et renforcés, les fomentateurs de haine disposent de moyens considérables. Poujade se permet de répandre gratuitement son journal à des dizaines de milliers d'exemplaires.

Il ne faudrait pas que notre action se trouve limitée, elle, par nos difficultés financières.

Nos possibilités sont immenses, dans ce domaine comme dans tous les autres. Si nécessaire, si efficace est notre combat, qu'aucun antiraciste ne saurait, le connaissant, refuser

de le soutenir. Aucun ne saurait refuser une Carte d'Ami ou les bons de soutien édités pour la Journée Nationale.

C'est de vous, amis et militants, que tout dépend.

Assurer au M.R.A.P. les moyens financiers indispensables c'est lui permettre de développer ses campagnes, et en premier lieu assurer le succès de la Journée Nationale.

Quelques jours nous restent encore : redoublons d'efforts !

## LES VERSEMENTS

## Cartes d'Amis

Ojerow : 25.000 ; Aide Fraternelle Israélite : 15.000 ; Wroclawek : 5.000 ; Aide Amicale : 20.000 ; Gawolin-Siedlec : 15.000 ; Kansk : 10.000 ; Fildéité à la France : 7.000 ; Radom : 3.400 ; Association Culturelle Israélite de Nice : 10.000 ; Solut Public de Belleville : 3.600.

## Sociétés

Adler : 5.000 ; Born : 5.000 ; Iglu : 10.000 ; Belfer (2 cartes) : 1.500 ; Calfan : 25.000 ; Murawiec : 5.000 ; Bitman : 700 ; Benveniste : 30.000 ; M. Heilbronn : 10.000 ; Liberman : 10.000 ; Bader : 25.000 ; Jachimovitz : 10.000 ; Markbein : 20.000 ; Anonyme : 20.000 ; Strilrever : 10.000 ; Villet : 20.000 ; Dr Dalsace : 2.000 ; Semmel : 10.000 ; Salomon : 3.000. Collecté à Montreuil : 5.500 ; 20<sup>e</sup> arrondissement : 3.400.

## La réunion du Comité d'Action du M. R. A. P.

LE 14 mai, à l'Hôtel Moderne, s'est tenue, sous la présidence de Charles PALANT, secrétaire général du M.R.A.P., une importante session du Comité d'Action.

Un rapport sur la préparation de la 8<sup>e</sup> Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix fut présenté par Albert LEVY, au nom du Bureau National du M.R.A.P. Différents

membres du Comité d'Action intervinrent pour souligner la nécessité de donner à la Journée Nationale une ampleur sans précédent. Des suggestions furent apportées notamment par nos amis EDOUARD (14<sup>e</sup> arrondissement), GOTLIB (20<sup>e</sup>), le Dr. ZAIDMAN, membre du Bureau National, Blanche BELFER (18<sup>e</sup>), JOLKA (4<sup>e</sup>), BOROWSKI (au nom du Ciné-Club « Amitié »), CITRINE (au nom de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide) ; Charles OVEZAREK, membre du Bureau National ; FENIGSTEIN (19<sup>e</sup>), Alfred GRANT (au nom de l'Union des Sociétés Juives de France).

Charles Palant, tirant les conclusions du débat, insista sur les résultats obtenus ces derniers temps dans la lutte antiraciste et sur la possibilité d'assurer à la Journée Nationale le succès qu'imposent à la fois la situation et l'ardente volonté du peuple français de faire échec au fascisme et au racisme.

## DROIT ET LIBERTÉ

91, Fbg St-Denis - Paris-10<sup>e</sup>  
Tél. : TAI. 48-11 et 45-26

## Tarif des Abonnements

Un an : 300 francs  
PAYS ÉTRANGERS  
Un an : 430 francs  
ABONNEMENT DE SOUTIEN :  
1.000 francs  
TARIF SPECIAL  
POUR LA BELGIQUE  
Compte Ch. Post. : 6070-98 Paris  
Pour les changements d'adresse  
envoyer 20 francs et la dernière  
bande

Le gérant : Ch. OVEZAREK

S.I.P.N., 14, Rue de Paradis  
— : — PARIS (X<sup>e</sup>) — : —

Trav. exéc. par des ouv. syndiqués

## Connaître et se connaître...

(Suite de la page 2)

le but d'accroître leur contribution à la compréhension internationale.

Depuis 1919, la perspective mondiale a largement évolué...

Les livres d'histoire sont bien meilleurs aujourd'hui qu'ils n'étaient en 1919. Il n'y a plus rien d'original dans l'idée que l'étude de l'histoire devrait nous permettre de comprendre la vie sociale, économique et culturelle.

Il n'est plus nécessaire de se battre contre cette sorte d'histoire qui comporte seulement de la politique et des batailles. Certes, les opinions peuvent différer sur le point de savoir si un manuel donne ou ne donne pas trop de détails sur les campagnes militaires et d'autres sujets similaires. Mais on accepte largement le principe général selon lequel des guerres du passé ne devraient pas fournir l'élément principal de l'enseignement de l'histoire. Les historiens ont énormément contribué à notre connaissance des cultures anciennes et ceci se retrouve dans les manuels scolaires. De plus, grâce aux expériences acquises par les deux dernières générations, et avec la compréhension plus étendue des

dangers que l'avenir peut nous réserver, il n'y a pas beaucoup de peuples prêts à soutenir que la guerre est une aventure glorieuse. Notre époque s'accommode mal d'un militarisme manifeste...

## L'Europe

## « nombril du monde »

Il existe aussi, entre 1919 et 1956, une autre différence essentielle : nous apprenons à penser sur une « échelle » géographique bien plus grande. Il y a 40 ans encore, lorsque les gens parlaient des nations qui « avaient de l'importance », ils pensaient principalement aux « puissances » de l'Europe occidentale. Aujourd'hui, nous apprenons à tenir compte de tous les peuples. Tout en étant ignorants — comme la plupart d'entre nous — des cultures très différentes de la nôtre, nous ne considérons plus des millions de nos semblables comme étant des êtres plus ou moins pittoresques, ou comme des « indigènes » sans grande importance. Cette situation modifie le point de vue auquel nous nous plaçons pour aborder les questions relatives à l'enseignement de l'histoire. Il

n'est pas seulement question de faire disparaître les malentendus existant entre un petit nombre de grandes puissances, mais de savoir comment on peut promouvoir une meilleure compréhension entre tous les peuples. C'est sous cet angle que les éducateurs examinent les manuels d'histoire.

## Silences et déformations

Cette conclusion est nettement apparue au cours d'une réunion de professeurs d'histoire et d'auteurs de manuels, organisée par l'Unesco en 1950. Les représentants des pays occidentaux étudièrent — quelques-uns sans doute pour la première fois — la façon dont l'histoire et la civilisation musulmanes sont traitées dans les manuels occidentaux. Il fut souligné alors que les manuels scolaires se contentaient de mettre en valeur les qualités bellicieuses de l'Islam (« militant, religieux, fanatique, avide de pillage »). L'Islam et la Chrétienté y sont opposés ; la diffusion de la Chrétienté a été assurée par les missionnaires, le développement de l'Islam par les conquêtes. L'Islam était présenté comme une menace dont l'Europe occidentale fut heureusement sau-

vée par la bataille de Poitiers (732). Les coutumes sociales que l'Occident désapprouvait (les femmes voilées, la polygamie), étaient présentées comme d'essence religieuse, sans la moindre référence à leur signification historique. Tandis que la contribution arabe à la civilisation occidentale était surtout axée sur la transmission de l'héritage grec, on ne disait presque rien ou on passait sous silence les idéaux fondamentaux dont les musulmans sont particulièrement fiers, tels que la liberté et la fraternité, l'absence

de préjugés raciaux, l'aide aux pauvres et le soutien des faibles.

En 1946, une enquête préliminaire a été entreprise sur la présentation de l'Asie dans les manuels américains, étude qui a permis un certain nombre de constatations intéressantes. C'est ainsi que les questions asiatiques sont — dans la plupart des manuels scolaires — traitées de façon si superficielle et épisodique que les élèves peuvent difficilement se former une image cohérente à leur sujet...

Plus de fil tiré,  
Plus de maille qui file  
avec le **BAS TISSÉ**  
Production "La Maison Centenaire"

Applaudis par "Rivarol"

# Les racistes d'Alger veulent maintenir un véritable "numerus clausus" contre les étudiants musulmans

« Le congrès, considérant que l'instruction des indigènes fait courir à l'Algérie un véritable péril, tant au point de vue économique que du point de vue du groupement français, émet le vœu que l'instruction primaire des indigènes soit supprimée. »

(Mars 1908. Congrès des colons algériens.)

**D**'ODIEUSES manifestations, inspirées par les dirigeants « Présence Française » et les poujadistes ont eu lieu récemment à Alger, pour protester contre toute augmentation du nombre des étudiants et fonctionnaires d'origine musulmane. Pour comprendre ces événements, qui soulèvent l'enthousiasme de « Rivarol », il faut connaître les sévères discriminations qui régissent en Algérie dans le domaine de l'enseignement.

Il faut d'abord pouvoir apprécier à sa juste valeur un mensonge qui s'étale dans tous les manuels. Avant le « fatal coup d'éventail », l'Algérie n'aurait été du point de vue culturel qu'un

pays à demi-sauvage. Rares sont ceux qui savent qu'au contraire la colonisation a marqué un net recul sur le plan intellectuel, en ce qui concerne les « indigènes ».

### L'ECOLE DU RUISSEAU

« Pour les deux millions deux cent mille habitants, on estimait à 2.000 le nombre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur. A Tlemcen, Mazouna, Alger, Bougie, Constantine, et dans toutes les grosses agglomérations, existaient de véritables universités » (ces lignes sont extraites d'un rapport du général d'Hautepoul au président de la République).

« Les études islamiques avant l'occupation étaient très développées... L'enseignement supérieur comprenait le droit et la jurisprudence, les mathématiques, l'astronomie, la géographie, l'histoire, la médecine, etc. L'enseignement secondaire et supérieur était également gratuit... (ces lignes ont été écrites en 1850 par le général Hoopl).

Citons encore l'« Etude sur l'enseignement des indigènes en Algérie », d'un certain M. Poulard : « L'arrivée des Français jeta une perturbation profonde dans ce monde de penseurs et de lettrés ». Pourquoi ? « Parce que les écoles algériennes formeront des insurgés et des déclassés ». C'était du moins l'avis (en 1895) de M. Boissierin, rapporteur du budget au Parlement.

C'est donc la colonisation qui a détruit les anciennes écoles musulmanes. Malheureusement, elle les a le plus souvent remplacées par l'« école du ruisseau », où l'enfant algérien apprend surtout la mendicité et le mépris du « civilisateur » à son égard.

### LES CHIFFRES PARLENT...

En 1951, des statistiques officielles ont été dressées, pour étudier les proportions de jeunes Musulmans scolarisés par rapport aux jeunes Européens. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, et montrent le numerus clausus de fait qui règne dans l'enseignement en Algérie :

Enseignement	Ecoles	Elèves	Musulmans	Européens
Primaire . . . . .	2.068	290.000	180.000	110.000
Secondaire . . . . .	47	25.500	3.500	22.000
Supérieur . . . . .	1	5.000	300	4.700
Technique . . . . .	10	2.200	50	2.150
Formation accélérée..	16	1.400	60	1.340

Or, toujours en 1951, la population scolarisable était de 1.700.000 Musulmans et de 175.000 Européens. 86,5 % des Musulmans ne sont pas scolarisés. Si l'on doute encore du caractère raciste de cette disproportion, on peut lire la déclaration faite devant l'Assemblée Algérienne en 1954 par M. Solacroup, médecin, agriculteur et industriel d'Algérie. Elle répond parfaitement à la motion des colons de 1908 : « Nos Musulmans, dit M. Solacroup, ne demandent qu'une chose : que l'on s'occupe de la question alimentaire. L'application d'un statut en vertu duquel on invite à construire des écoles pour former des intellectuels ? Allons donc, c'est une véritable escroquerie ! ».

Comme conséquence de son racisme, l'enseignement parcimonieusement offert aux jeunes Algériens musulmans est profondé-

ment antinational. L'arabe est parlé par les 9/10<sup>e</sup> de la population du pays. Or, son enseignement est rigoureusement interdit dans les écoles publiques primaires. Gare à l'instituteur qui oserait parler arabe à ceux de ses élèves qui ne comprennent pas le français ! Quant aux collèves et lycées, l'arabe y est considéré comme une langue étrangère au même titre que l'anglais ou l'allemand. Bien sûr, le statut de l'Algérie voté en 1947 prévoyait l'officialisation de la langue arabe. Mais comme bien d'autres, cette clause du statut est restée lettre morte.

Ce ne sont là que quelques faits. Ils suffisent à éclairer les récentes manifestations racistes. De plus, ils projettent une lumière crue sur l'ensemble du drame algérien.

A. AKOUN.

## U.S.A.: La lutte pour l'égalité des noirs gagne en intensité

Les informations parvenant actuellement des Etats-Unis montrent que la bataille pour l'égalité des noirs gagne chaque jour en ampleur et en intensité.

Inquiets de l'action des antiracistes, les partisans de la ségrégation se raidissent. C'est ainsi que le Sénat de la Louisiane, après cinq autres Etats du Sud, vient d'adopter une résolution s'opposant à l'abrogation de la ségrégation dans les écoles. Le Ku-Klux-Klan et les « Conseils de citoyens blancs » multiplient les manifestations spectaculaires visant à terroriser les noirs, et les blancs qui soutiennent leur combat. Il y a quelques jours à peine, le général Mark W. Clark a condamné en termes odieux l'intégration raciale dans les forces armées.

Malgré ces pressions et ces attaques, les noirs poursuivent leur campagne. Par exemple, le boycott des autobus pratiquant des discriminations entre blancs et noirs, continue à Montgomery et même s'étend à Tallahassee (Floride). Cette action galvanise la volonté des masses noires dans le pays tout entier.

Des blancs de plus en plus nombreux leur apportent un soutien actif. La prise de position la plus importante de la dernière période a été celle de l'Eglise presbytérienne, dont l'assemblée générale a demandé que « les noirs et, dans une moindre mesure, les autres mino-

rités échappent à l'indignité d'une discrimination ou d'une ségrégation sous une forme ou sous une autre. »

## Prochain voyage en U.R.S.S. d'une délégation de rabbins américains...

Répondant à une demande du Conseil Rabbiniqne des Etats-Unis, l'ambassade soviétique à Washington a fait savoir que des visas seraient accordés pour le voyage en U.R.S.S. d'une délégation de rabbins américains. L'ambassade précise que toutes facilités seront données à la délégation pour prendre contact avec les communautés juives de l'Union Soviétique, notamment à Moscou, Kiev et Léninegrad.

La délégation, dont l'importance n'a pas encore été fixée par le Conseil Rabbiniqne des Etats-Unis, mais qui comprendra sans doute plus de dix membres, sera conduite par le président de cet organisme, le rabbin David Hollander.

# Il y a trois ans Les ROSENBERG...

**I**L Y A trois ans, dans la nuit du 19 au 20 juin, Ethel et Julius Rosenberg étaient exécutés.

Dans le monde entier, les gens de cœur s'étaient levés en masse, pour défendre cet homme et cette femme innocents, victimes de l'hystérie guerrière et raciste.

Trois ans ont passé, et nul

président Eisenhower la libération de Sobell, tous ceux qui en France ont combattu pour les Rosenberg, se doivent d'intervenir pour que triomphe enfin la justice.

Une mère, une épouse, deux enfants, là-bas, se tournent vers nous, certains que notre action serait efficace. Répondons à leur



Ils s'aimaient. Ils voulaient vivre...

(Photo extraite de l'album familial des Rosenberg.)

d'entre nous n'a oublié ces heures de lutte et d'angoisse, l'exaltant rassemblement de la Nation, le dramatique meeting du Vél' d'Hiv', et cette nuit d'horreur où nous avons appris que plus rien ne pouvait être fait pour les sauver.

Du moins, en allant déposer des fleurs à la Concorde, avon-nous prononcé le serment de tout faire pour protéger leurs enfants et pour réhabiliter leur mémoire.

Aujourd'hui, peut-être, dans la nouvelle atmosphère internationale, Ethel et Julius Rosenberg ne seraient pas exécutés, ni condamnés. Pourtant, leur innocence n'a pas été reconnue.

Inculpé en même temps qu'eux, frappé de 30 ans de prison, Morton Sobell, père de deux enfants, continue de souffrir au bagne d'Alcatraz.

Aux Etats-Unis, des hommes et des femmes luttent, chaque jour plus nombreux, pour sauver maintenant Sobell. Un grand avocat, Daniel G. Marshall, dont les observations permirent au juge Douglas d'obtenir un bref sursis pour les Rosenberg, défend la cause de leur co-inculpé.

Le juge Kaufman doit se prononcer incessamment sur une révision éventuelle du procès Sobell, qui serait un premier pas vers la réhabilitation des Rosenberg.

En demandant au juge Kaufman la révision du procès et au

appel. Multiplions les lettres, télégrammes et pétitions.

Ainsi nous resterons fidèles au souvenir d'Ethel et de Julius.

## Un émouvant message d'Hélène SOBELL

Hélène Sobell, la courageuse épouse de Morton Sobell, a adressé à la 8<sup>e</sup> Journée Nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, le message suivant :

« A l'occasion de votre Journée Nationale, je voudrais exprimer ma reconnaissance pour l'intérêt et le soutien apportés par le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, au combat pour la liberté de mon mari, Morton Sobell.

Aujourd'hui, sa libération approche. L'espoir en est permis, grâce à de patients et inlassables efforts qui n'auraient pas été possibles si nous n'avions su que les regards du monde entier étaient tournés vers nous, que le cœur du monde battait à l'unisson du nôtre.

Le 8 mai nous avons présenté aux juridictions compétentes de notre pays un appel documenté montrant que l'accusation a volontairement et sciemment eu recours à des faux témoignages pour imposer la condamnation de mon mari. La réponse de l'accusation n'a contredit ces faits en aucune façon. A partir du 28 mai commencera la lutte pour un nouveau procès devant le juge Kaufman.

De même que vous avez été à nos côtés dans le passé, nous comptons sur votre aide et votre amitié dans le présent. Quant à nous, nous continuerons notre combat pour la vérité, et l'honneur, et la justice, si long et si difficile qu'il soit.

Nous formulons le vœu ardent qu'au tragique souvenir d'Ethel et Julius Rosenberg, à l'amour que leur valut, dans le monde entier, leur courage et leur sacrifice, s'ajoute un jour prochain la conscience d'avoir rendu Morton Sobell à une vie libre et paisible dans sa famille.

Ce sera sans aucun doute le signe, pour tous les peuples, que nous avons été de l'avant. »

## à...

**Amsterdam**  
 ● LE MAIRE DE LA HAYE, M. Schokking, avait livré à la Gestapo un Israélite, Jacob Pinot, sa femme et sa fille âgée de sept ans. Le rapport du gouvernement des Pays-Bas, qui confirme cette information, ajoute que ce n'est pas une raison pour demander à M. Schokking de présenter sa démission.

**Athènes**  
 ● DES PAMPHLETS ANTISEMITES circulent actuellement en Grèce, reprenant les calomnies antijuives des « Protocoles des Sages de Sion » et accusant « les juifs et les franc-maçons » de s'opposer au retour de Chypre à la Grèce.

**Bonn**  
 ● PLUSIEURS CIMETIERES JUIFS et synagogues ont été profanés ces dernières semaines en Allemagne occidentale, notamment à Hambourg, Ohlsdorf et Düsseldorf.

**Francfort**  
 ● LES ANNEES DE GESTAPO comptent dans le calcul des retraites des fonctionnaires, s'ils se sont conduits « correctement », a décidé le tribunal de Francfort.

**Londres**  
 ● UN « NUMERUS CLAUSUS » secret contre les médecins et étudiants juifs tend à empêcher ceux-ci d'exercer leur profession dans les cliniques et les hôpitaux officiels de Grande-Bretagne, a déclaré le Dr Max Sorley, chef d'un hôpital juif de Londres.

**Moscou**  
 ● CHALOM ALEICHEM, le célèbre écrivain yiddish, a été célébré avec un éclat particulier, pour le 40<sup>e</sup> anniversaire de sa mort. Ses œuvres ont connu, à cette occasion, une diffusion importante dans tout le pays. Des artistes juifs se sont notamment produits dans les pièces « Bar Coha », de Chalom Aleichem, et « Schulamit », de Halkine, aux théâtres de Vilno, Kiev et Kovno, devant une assistance nombreuse.

**Oslo**  
 ● LE CIMETIERE ISRAELITE de la capitale de la Norvège a été saccagé par des inconnus qui ont endommagé le monument à la mémoire des 620 juifs qui ont péri pendant l'occupation nazie.

**Varsovie**  
 ● LE BOURREAU NAZI Sergei Bokko a été arrêté par la Sécurité polonaise après 12 années de vie clandestine. Commandant du camp de Koldychevo, en Biélorussie, il porte la responsabilité du massacre de 300.000 personnes dont 20.000 juifs polonais.

## Il y a 50 ans, le capitaine Dreyfus était réhabilité

# Trois historiens (Jacques Chastenet, Ernest Labrousse, Louis Girard) débattent de l'**AFFAIRE**

Raymond Thévenin. — Messieurs, ayant ce livre devant nous, « *Le Journal de l'Affaire Dreyfus* », de Maurice Paléologue, la première question que nous pouvons nous poser, c'est de savoir s'il apporte du nouveau sur l'Affaire Dreyfus... M. Labrousse !...

Ernest Labrousse. — Et d'abord, ce n'est pas un journal. Ce sont plutôt des mémoires. Un journal est écrit au jour le jour... Mais l'éditeur, très loyalement, prend le soin de nous aviser que la première version du manuscrit a été détruite et qu'il s'agit là d'un manuscrit retouché... Ainsi donc ce ne sont pas des notations écrites toutes fraîches, mais un ensemble, des mémoires, c'est-à-dire une catégorie de documents soumise à toutes les restrictions d'usage par la critique en pareil cas.

R. Thévenin. — Et dans une pareille affaire, je crois qu'il vaudrait mieux, peut-être, jeter un rapide coup d'œil sur l'ensemble de l'affaire Dreyfus...

### Le prisonnier de l'île du Diable

E. Labrousse. — Sur l'ensemble de l'Affaire Dreyfus, qui va redevenir d'actualité, avec le cinquantième de l'arrêt rendu en 1906 par la Cour de Cassation, et mettant définitivement Dreyfus hors de cause...

R. Thévenin. M. Chastenet !... Jacques Chastenet. Nous sommes au mois d'octobre 1894. Un journal antisémite (le mouvement antisémite était à ce moment assez violent en France) publie un entrefilet : « *Est-il vrai que, récemment, une arrestation fort importante a été opérée par ordre de l'autorité militaire ? L'individu arrêté serait accusé d'espionnage. Si la nouvelle est vraie, pourquoi l'autorité militaire garde-t-elle un silence absolu ?* »

Quelques jours après, on apprend, en effet, qu'un officier a été arrêté et qu'il s'appelle Alfred Dreyfus, stagiaire à l'état-major général de l'Armée.

Au mois de décembre, deux mois après, un Conseil de guerre se réunit à Paris pour juger le capitaine Dreyfus. A l'unanimité, il est condamné, reconnu coupable, envoyé en déportation à l'île du Diable, après avoir subi la dégradation militaire.

Louis Girard. Je crois qu'il serait bon de préciser qu'il avait été condamné sur le vu de pièces qui n'avaient pas été communiquées à Dreyfus ou à son conseil.

E. Labrousse. Mais oui, le fameux dossier secret, et la fameuse question de la forfaiture...

J. Chastenet. C'est parfaitement exact. Je voulais en parler au moment où on s'en apercevait... Le capitaine Dreyfus est expédié à l'île du Diable, au large des côtes de l'Amérique du Sud, et là, le malheureux reste pendant dix ans dans des conditions de captivité épouvantablement dures.

### La réhabilitation

Seulement, dans l'intervalle, un certain nombre de ses parents, aussi de ses amis, également de gens qui ne le connaissaient pas, mais qui avaient été alertés par le caractère un peu suspect de la manière dont on avait fait son procès...

E. Labrousse. ...et puis il y a l'admirable allant de son frère, Mathieu Dreyfus...

J. Chastenet. ...s'aperçoivent d'un certain nombre de choses.

La première, c'est que le capitaine Dreyfus a été condamné sur le vu (c'est ce que vous disiez à l'instant) d'un dossier secret, qui, contrairement à toutes les règles de la procédure, n'a pas été communiqué aux avocats ni à l'accusé.

Une certaine émotion, une grande émotion même, s'empare du public, sans compter que parallèlement, d'autres révélations surgissent. Un officier, devenu dans l'intervalle chef du Service des Renseignements au ministère de la Guerre, le colonel Picart, subodore des faux qui auraient été fabriqués pour provoquer la condamnation de Dreyfus.

E. Labrousse. Et il est chassé de son poste, et remplacé par un faussaire, par Henry.

J. Chastenet. La Cour de Cassation est saisie d'une demande en révision, au milieu d'une grande agitation, parce que, à ce moment-là, l'affaire commençait à passionner la nation française. La Cour de Cassation casse le jugement du Conseil de guerre, et renvoie l'affaire Dreyfus devant un autre Conseil de guerre, qui doit siéger à Rennes. Ce Conseil de guerre a lieu ; les passions sont alors montées au paroxysme, et cette fois-ci le Conseil rend un jugement singulier...

E. Labrousse. Il délibère d'ailleurs dans une atmosphère d'émeute. L'avocat de Dreyfus, Labori, est l'objet d'un attentat. Le préfet se demande si la ville de Rennes ne va pas prendre brusquement feu.

J. Chastenet. Le Conseil de guerre, cette fois, non pas à l'unanimité, mais à la majorité, rend un jugement singulier : il reconnaît Dreyfus coupable, avec

L. Girard. Le livre de Paléologue repose sur une hypothèse — celle du troisième homme — qui d'ailleurs n'est pas nouvelle. Il cite au moins deux noms, dont on pourrait dire qu'il les introduit dans l'affaire... par des liaisons féminines.

Le premier, c'est le général Saussier, sauf erreur, qui est un des grands chefs militaires de l'époque.

J. Chastenet. Le plus grand chef.

L. Girard. Le généralissime, comme on dira plus tard pour Joffre.

...Et l'autre, c'est un officier, qui s'appelle le commandant Lauth, et qui est le collègue et l'ami d'Henry au Service des Renseignements, et qui est l'amant de « la belle Mme Henry », comme l'on dit alors dans un style assez 1900.

J. Chastenet. Henry, comme on l'a dit tout à l'heure, était, depuis l'arrestation de Dreyfus, au bureau des renseignements de l'état-major de l'armée, comme adjoint ; et il en est devenu le chef quand Picart en a été renvoyé.

L. Girard. On doit dire d'ailleurs, que Maurice Paléologue introduit ces noms, mais n'apporte pas de preuves substantielles à l'appui de ses dires.

E. Labrousse. Il ne lance même pas trois noms. Il rappelle le nom d'Esterhazy... Le « troisième

Il y aura cinquante ans le 12 juillet prochain, le capitaine Alfred Dreyfus était réhabilité. Plus de dix années de luttes avaient été nécessaires pour que soit définitivement reconnue l'innocence de cet homme, victime d'une machination où l'antisémitisme joua un rôle de premier plan. Les principes républicains l'emportèrent enfin : une nouvelle page de gloire s'inscrivait dans l'histoire de notre pays, prolongeant et enrichissant ses généreuses traditions. Notre journal qui a l'ambition de poursuivre aujourd'hui le combat pour l'égalité, la justice et la fraternité, mené autrefois par les dreyfusards, se fait un plaisir de publier ici de larges extraits d'un débat qui a eu lieu récemment à la radio sur l'Affaire Dreyfus.

C'est à propos du « Journal » de Maurice Paléologue, nouvellement publié, que trois historiens : M. Jacques CHASTENET, membre de l'Institut, Ernest LABROUSSE, professeur à la Sorbonne et Louis GIRARD, professeur à la Faculté des Lettres de Lille, ont été amenés à évoquer et analyser l'Affaire au micro de la Tribune de Paris. Le débat était animé par Raymond THEVENIN.

tes (peut-être pas si secrètes que ça, après tout) qui auraient antérieurement été livrées à l'attaché militaire allemand.

Le Service des Renseignements, devant le Conseil de guerre a soutenu — et cela a été admis par le premier Conseil de guerre — que le bordereau avait pour auteur Dreyfus...

E. Labrousse. Et il semble que ce soit Esterhazy.

J. Chastenet. Il y a une chose qui est absolument hors de doute, je crois, maintenant. Les aveux d'Esterhazy lui-même, les déclarations de l'attaché militaire allemand... : c'est hors de doute —

lonté de s'innocenter lui-même.

Mais en revanche, le mobile n'est pas apparent. Henry, qui était sorti du rang, était très fier, un peu exalté, mais d'une tenue irréprochable. L'existence qu'il menait était très modeste...

Il y a une troisième hypothèse : il n'y aurait pas eu, en 94, de véritable traître. Mais au cours de l'année précédente, des fuites se seraient produites à l'état-major.

L. Girard. Ou même bien avant.

J. Chastenet. Un certain colonel Sandherr, qui était alors chef du Service des Renseignements, aurait reçu des indications de nature à lui faire supposer que Dreyfus était à l'origine de ces fuites...

Alors, le colonel Sandherr, d'accord avec son adjoint Henry, se serait servi d'Esterhazy, un séide employé à des besognes d'amorçage, pour fabriquer une pièce permettant d'inculper Dreyfus. Le bordereau aurait été dicté par Sandherr à Esterhazy, puis déposé à la loge du concierge de l'ambassade d'Allemagne, et détourné par un agent du Deuxième Bureau.

Tout cela paraît extrêmement compliqué, mais quand on connaît les mœurs et les habitudes des services de renseignements, presque rien ne peut étonner...

### La forfaiture

E. Labrousse. Il y a, en réalité les témoignages sur l'Affaire Dreyfus même, dont vous venez de parler. Mais il y a également tout un ensemble de témoignages sur l'entourage, sur le milieu politique.

Vous nous disiez tout à l'heure que les mœurs des bureaux de renseignements, vous les connaissez bien. Eh bien, je veux dire qu'à la lecture de ce Journal, de ce prétendu Journal, les mœurs des milieux politiques ne me paraissent pas tellement édifiantes. Et je ne sais pas ce qui, de ce temps ou d'aujourd'hui, risquerait de l'emporter dans un concours de vertu...

Prenez le cas, par exemple, de Casimir Périer, un homme illustre, de la dynastie des Périer, petit-fils du ministre de Louis-Philippe, président de la République.

Il a connu la forfaiture dont nous parlions tout à l'heure. Il a connu la transmission illégale du dossier, de ces pièces secrètes, qui étaient arguées de faux (et dont il doute lui-même) aux juges en l'absence de l'accusé, en l'absence de la défense. Il sait tout cela et il se tait.

Ce qu'il y a de grave, c'est que Paléologue — Paléologue, l'homme des milieux diplomatiques...

L. Girard. ...parfait homme du monde.

E. Labrousse. ...parfait gentilhomme, et qui, certainement, dans sa vie privée se trouve irréprochable — Paléologue ne peut pas lui donner des conseils de courage.

Il l'invite et lui demande une consultation. Il lui dit : « Voilà ce que je sais. Dois-je le dire ? »

(Suite page 6.)



Le capitaine DREYFUS sortant du tribunal de Rennes.

circonstances atténuantes. Ce qui est inconcevable. Ou bien Dreyfus est coupable de trahison, et il n'y a pas de circonstances atténuantes, ou bien il est innocent, et il fallait l'acquitter.

L. Girard. Et sa peine est d'ailleurs réduite à 10 ans de réclusion au lieu de la perpétuité.

E. Labrousse. Et cette peine est immédiatement abolie par une grâce.

R. Thévenin. Nous sommes à quelle date ?

J. Chastenet. Nous sommes en 99. Nous sommes exactement en septembre 99...

Dreyfus est en liberté, mais il n'est pas innocent. Et ce n'est qu'en 1906, il y aura bientôt 50 ans de cela, qu'un certain nombre de faits nouveaux ayant été découverts, un jugement rendu par la Cour de Cassation, toutes Chambres réunies, casse sans renvoi l'arrêt du Conseil de guerre de Rennes, et par conséquent innocente complètement Dreyfus.

### Un ou plusieurs traîtres ?

E. Labrousse. Eh non, ce n'était pas le traître ! Alors qui était le traître ? Y avait-il un traître, y en avait-il plusieurs ?...

R. Thévenin. Est-ce que le livre de Paléologue ?...

homme » dont il parle, il ne l'identifie pas. Je voudrais savoir si l'on est arrivé à identifier les possibles. Quel est le troisième homme possible ? En réalité, nous pouvons partir du signallement donné par Paléologue. Il nous parle d'un militaire de très haut grade — c'est donc un général ; ayant exercé de hautes fonctions au ministère de la Guerre — il ne doit pas y en avoir tellement — et exerçant un commandement de troupe au moment où Paléologue écrit, c'est-à-dire en janvier 99.

### Une certitude...

J. Chastenet. Je crois que, dans cette affaire, il faut distinguer les certitudes et les hypothèses...

Une certitude, il y en a une. A l'origine de la condamnation de Dreyfus, il y a (et cette pièce-là, elle avait été communiquée à la défense) il y a ce qu'on appelait alors le bordereau, c'est-à-dire une pièce qu'on avait, ou qu'on aurait trouvée dans la corbeille à papier de l'attaché militaire allemand à Paris, ou peut-être dans la loge du concierge de l'ambassade.

Ce bordereau énumérait un certain nombre de pièces secrètes

c'est un certain commandant Esterhazy, qui était un personnage plus que suspect, qui a écrit le bordereau.

...Voilà la certitude.

### ...et des hypothèses

A partir de là, nous entrons dans le domaine des hypothèses. Esterhazy était-il le seul traître ? C'est ce que semble avoir admis la Cour de Cassation dans son arrêt de 1906.

Autre hypothèse : le véritable coupable serait-il le commandant Henry, que nous avons vu fabriquer des faux pour appuyer la condamnation de Dreyfus et qui, le jour où l'un de ces faux a été découvert, s'est d'ailleurs fait sauter la cervelle.

L. Girard. Ou a-t-il couvert, consciemment ou non, le vrai coupable ?

J. Chastenet. Esterhazy, officier de troupe, décrié, n'aurait, il semble bien, pas pu se procurer seul les pièces mentionnées sur le bordereau. Tandis qu'Henry est d'évidence en mesure de les rassembler. En outre, l'acharnement qu'il allait mettre à détourner sur Dreyfus, dont l'écriture ressemblait à celle d'Esterhazy, les soupçons qui pesaient sur ce dernier, s'expliqueraient aisément par sa vo-